

Onze pays s'accordent sur une taxe applicable aux transactions financières

Partage international n° [291](#) - Novembre 2012

Les ministres des Finances de onze pays européens se sont mis d'accord pour imposer une taxe sur les transactions financières, susceptible de réduire la spéculation et d'élever les budgets utilisables pour les programmes sociaux et l'investissement public. La France, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, la Slovénie, le Portugal, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, l'Estonie, et la Slovaquie ont apporté leur soutien à cette taxe.

« Taxer le secteur financier augmenterait la justice » à l'intérieur des pays et dans l'économie mondiale, selon le groupe d'appui à cette cause, « Européens en faveur d'une réforme financière ».

Outre le fait de fournir une source de financement désespérément recherchée par les gouvernements pour permettre la transition *« vers des sociétés plus claires, plus justes et plus solidaires »*, ce groupe déclare que cette taxe mettrait fin *« aux activités purement spéculatives et socialement inutiles »* pour au contraire *« encourager les investissements à long terme nécessaires à la croissance de nos*

économies ».

« Une taxe forfaitaire de 0,05 % sur les transactions financières, déclare le groupe, rapporterait environ 1 % du produit intérieur mondial annuel. Et cela fournirait le financement d'investissements publics à long terme, pour financer le développement mondial et les efforts concernant le changement climatique ».

Bien que l'accord auquel sont parvenus les ministres des Finances ne fournisse pas tous les détails sur le plan envisagé, Mme Maria Fekter, ministre des Finances de l'Autriche, a déclaré que les onze pays présenteraient fin 2012 un modèle de la manière dont la taxe serait mise en œuvre. Cette taxe pourrait prendre effet en 2014.

Aucun accord n'a encore été atteint sur la manière d'utiliser ces recettes. La Commission européenne a estimé qu'une taxe sur les actions et obligations et produits dérivés démarrant en 2014 pourrait rapporter 57 milliards d'euros l'an, si elle était appliquée à tous les pays de l'UE.

Sources : [comondreams.org](#) ; Reuters

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()